

L'impossibilité de poursuivre

Cette impossibilité peut concerner toutes les personnes puisque l'action est éteinte ou seulement certaines personnes.

Section 1 – L'extinction de l'action publique

§1. L'extinction due à des évènements naturelles

La responsabilité pénale est strictement personnelle.

1) Le décès de la personne soupçonnée

Au moment où la personne meurt l'action publique est stoppée, s'il elle n'avait pas commencé, elle ne peut plus être engagée. Le décès ne peut pas jouer en faveur des complices, l'action civile en réparation survit. C'est une action contre le patrimoine de l'auteur.

2) L'écoulement du temps : la prescription

Une action devient irrecevable lorsqu'elle n'a pas été exercée dans un délai raisonnable après les faits. Cela se justifie par le déperissement des preuves et l'idée de pardon et d'oubli. Cette oubli est inacceptable pour certains crimes : les crimes contre l'humanité, ex : génocide.

En droit international les crimes de guerre sont également imprescriptibles (CEDH), création de la cour pénale internationale.

En droit français les crimes de guerre ne sont pas imprescriptibles. La JP fait tout pour allonger les délais de prescription.

Les délais de droit commun sont de 10 ans pour les crimes, 3ans pour les délits et 1an pour les contraventions.

Exceptionnellement dans des matière où la question doit être réglée rapidement, en matière électorale le délai est de 6 mois, pour les délits de presse le délai est de 3 mois.

Pour le reste le législateur a étendu, les délais en matière de trafics de stupéfiants et de terrorisme. La prescription des délits est de 20ans au lieu de 3ans et de 30ans pour les crimes. Pour les crimes et délits pédophiles la prescription est de 20 ans. De plus le point de départ de la prescription au jour de la majorité de la victime.

Pour toutes les autres infractions instantanées le point de départ de la prescription est le jour de commission de l'infraction.

Pour les infractions d'habitude (ex : exercice illégale de la médecine), la prescription commence à courir le jour l'infraction a cessé.

Pour les infractions instantanées la JP recule parfois le point de départ de la prescription au jour où l'infraction peut être constaté, ex : abus de bien sociaux.

En matière d'écoutes clandestines, les tribunaux ont reculé la prescription le jour où les personnes qui avait été écoutés on en pris connaissance.

La prescription est suspendue lorsqu'il y a impossibilité d'agir.

Après l'interruption d'une prescription le délai repart à zéro, toute acte d'instruction ou de poursuites, interrompt la prescription. La JP l'a étendu à des actes de police qui sont intervenu avant la poursuite.

La prescription de l'action est d'ordre public, la personne soupçonnée ne peut pas y renoncer. Elle peut être invoquée même pour la première fois devant la CASS.

§2. Les extinctions dues à des manifestations de la volonté

Les parties peuvent par leur volonté décider de l'extinction de l'action publique.
Loi d'amnistie du législateur, fait disparaître l'action publique. C'est une loi par laquelle le législateur enlève à des faits leur caractère pénal.

· La transaction, il y a des infractions qui sont commises à l'égard de certaines administrations, elle vont avoir certains pouvoirs donnés par le législateur, ex : matière d'infraction douanière ou fiscale = quand on paie 1 amende en matière de contravention de circulation art 529 CPP, l'action publique est éteinte.

A titre exceptionnel, le désistement de la victime, éteint l'action publique. Le principe est inverse, une fois que le procès est déclenché le retrait de l'action civile est sans effet.

Cependant lorsque les infractions causent des dommages qui sont une atteinte intime à la victime (atteinte à la vie privée), le MP ne peut poursuivre que s'il y a une plainte de la victime. Art 6 al 3 CPP Si la victime change d'avis en cours de procédure, l'action publique est éteinte.

En matière de composition pénale ou de médiation de rappel à la loi, s'il obtient la mesure qu'il préconise l'action publique est éteinte.

Section 2 – Les immunités

Il s'agit de faits qui tout en laissant subsister l'infraction rendent irrecevables les poursuites pénales à l'égard de certaines personnes : ces immunités sont forcément personnelles.

→ les immunités diplomatiques, consulaires

§1. les immunités familiales

Cette immunité qui ne joue que pour 1 infraction, il s'agit du vole art 311-12 CP, les vols commis à l'intérieur de la famille ne peuvent donner lieu qu'à des réparations civiles.

Cette immunité ne joue pas entre époux tant qu'ils ne sont autorisés à résider séparément. Elle s'étend aussi aux ascendants et descendants.

La JP a étendu aux autres délits qui portent atteinte pas la propriété comme l'escroquerie et l'abus de confiance.

Sa raison d'être est qu'il s'agit d'affaires intimes, de famille et que les poursuites pénales heurteraient les mœurs.

Traditionnellement on s'est posé la question de savoir si cette immunité était profitable au complice. Il semble que dans le cas de l'actuel code pénal le complice ne peut pas bénéficier de cette immunité en raison de son caractère purement personnel, cad du lien de parenté entre la personne soupçonnée d'être l'auteur et la victime.

§2. Les immunités judiciaires

Art 41 al 3 Loi du 29/07/1881 Les diffamations, les injures ou les outrages.

Il ne peut pas avoir de poursuites pour des paroles prononcées et les écrits produits devant les tribunaux, cela s'explique par l'idée d'assurer sans crainte sa défense.

L'immunité ne couvre pas les faits étrangers à la cause

Ex : Sous prétexte de se défendre on se permet d'injurier alors que ça n'a rien à voir.

Il y a immunité pour les notes en délibéré remises par l'avocat d'une partie même dans une instance civile. Il n'y a donc pas immunité pour le communiqué de presse remis par un avocat.

Le journaliste bénéficie de l'immunité judiciaire pour les comptes rendu de procès à condition que ces compte rendu soient fidèle et fait de bonne foi.

§3. les immunités politiques

A) les débats parlementaires

art 41 al1 29/07/1881

Il n'y pas de poursuites pénales possibles pour les discours tenu dans l'1 et l'autres des assemblées. Pour l'information des citoyens il n'y a pas de poursuites pour comptes rendu de séances de l'AN et du sénat lorsqu'ils sont faits de bonne foi.

Ex :ch :Crim30/12/03n'est pas couverte la publication dans 1 revue de l'entretien minutieusement préparé du rapporteur d'1 commission parlementaire.

B) les chefs d'état

1) le président de la république

CC 29/91/99 ; CASS 10/10 /01 de ces 2 décisions il ressort que le pdt de le république bénéficie d'1 immunité pendant le durée des fonctions pour les actes accomplis pendant ces fonctions, sauf cas de trahison. Ils peuvent être poursuivi devant le s tribunaux internationaux.

2) chef d'état et ministre étrangers

Coutume internationale donnent immunité devant les tbnx étatiques. Mais limite : des poursuites serait possible pour des actes à titre ppv , et pour les actes après cessation de leur fonctions. Les anciens chefs d'état et ministres pourraient être poursuivi pour les crimes internationaux qu'ils auraient commis. C'est une tendance à la disparition pour les crimes les+ graves commis par d'anciens chefs d'état.